

Réunion de concertation entre le Gouvernement et les centrales syndicales du monde éducatif :



Le PM invite l'ensemble des acteurs à faire preuve d'objectivité pour garantir la sérénité du système ^{P.2}

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC N°559 du 15 Janvier 2018
Prix : 250F CFA

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Première " Rencontre Unies " :

Un concept nouveau du MJU pour se familiariser avec les jeunes de tout bord ^{P.5}

Pour une sortie de crise au Togo : ^{P3&7}

LE PEUPLE EXIGE ENFIN UN RÉFÉRENDUM POUR DÉPARTAGER LES POLITIQUES :

L'impréparation et la peur obligent les adeptes des rues à tenter de refouler ce principe pourtant démocratique ^{P.4}

LE PARTI DE DJIMON ORÉ PART EN LAMBEAUX :

Le FPD ou la triste fin d'une aventure politique ^{P.5}

RECRUTEMENT DU PERSONNEL PAR L'ANPE À LA CENI :

Tout se précise déjà pour le compte du processus électoral de 2018 ^{P.6}

Le peuple a enfin parlé



A Tchamba, plus de 12 000 militants et sympathisants des préfectures de Tchaoudjo et Tchamba ont déferlé dans les rues de la localité. Ils ont scandé des slogans en faveur de la politique du président national du parti Faure Gnassingbé qu'ils portent dans leurs cœurs. Dans cette localité, la marche a démarré au niveau de la gare routière de la ville en passant par la station-service Total, la centrale culturelle pour chuter à l'école primaire publique centrale. Sur les différentes pancartes brandies par les manifestants en liesse, on pouvait lire : " le référendum est la seule voie de sortie de crise ", " Faure, homme de paix, de dialogue et de développement ", " Unir Tchamba-Tchaoudjo dit oui au référendum "...

L'opposition dos au mur :

De l'appel au départ d'un Président élu, à la course derrière un dialogue sous méditation étrangère ^{P.4}

Réunion de concertation entre le Gouvernement et les centrales syndicales du monde éducatif : Le PM invité l'ensemble des acteurs à faire preuve d'objectivité pour garantir la sérénité du système

Depuis un moment le secteur éducatif togolais est confronté par un sérieux problème de grèves à répétition qui mettent mal à l'aise les élèves, les parents d'élèves, les enseignants, le gouvernement et les partenaires au développement. Pour arriver à trouver une solution définitive à ce problème d'éducation, une réunion de concertation 11ème du genre en ce début d'année a réuni le mercredi 11 janvier à la primature les membres du Conseil National pour le Dialogue Social (CNDS), les partenaires en développement, les associations des parents d'élèves, les syndicats des enseignants ainsi qu'un parterre de journalistes. Présidée par le Chef du Gouvernement cette rencontre a permis de se pencher sur les préoccupations de l'heure, de faire le point sur la situation des enseignants, de



Le PM Klassou entouré des ministres Bawara (g) et Tchakpèlè (dt)

prendre des engagements pour une sortie de crise et un meilleur devenir du système éducatif pouvant conduire à un développement durable.

A l'entame de cette rencontre, comme il est de coutume à chaque début d'année, le Chef du Gouvernement a profité de la circonstance pour présen-

ter ces vœux les meilleurs, de santé et de prospérité à tous les membres qui étaient présents. Suite aux perturbations et agitations de l'année dernière, le PM Komi Sélom Klassou n'a pas manqué de saluer le sens du dévouement et de l'engagement dont a fait preuve les acteurs de l'éducation pour l'obtention de meilleurs

résultats en 2017.

Pour lui, ceci ne pouvait pas arriver sans leur sens de bonne foi et de celle du gouvernement qui dans sa volonté a contribué à une amélioration des conditions de travail et de vie des enseignants.

Parlant de cette volonté, le Premier Ministre Komi Sélom Klassou a eu à analyser à travers des graphiques la situation salariale des enseignants de toutes catégories (A1, A2, B, C et D).

Dans son analyse, il ressort que des efforts ascendants ont été faits par le gouvernement depuis les années 2005 jusqu'à 2017. " D'autres effets bénéfiques et mesures incitatives, notamment les primes d'incitation à la fonction d'enseignant, de rentrée et de bibliothèque ont été relevées et considérées comme des acquis à ce jour " a souligné le Premier Ministre.

Il a par ailleurs évoqué entre autres la création du corps des enseignants auxiliaires, l'affiliation des enseignants à la caisse de retraite, le partenariat avec la Banque Mondiale pour un salaire garanti et sécurisé qui sont aujourd'hui selon lui des acquis que l'on ne doit pas négliger. C'est dans cette perspective qu'il a laissé entendre que l'on ne doit pas balayer du revers de la main les efforts qui ont été déjà consentis par le gouvernement car sous d'autres cieux, il a fait comprendre que les primes sont en train d'être supprimées et les salaires diminués.

A l'issue de cette rencontre il faut souligner que l'Etat ayant le rôle régalien a décidé qu'à partir de cette année, la mission de recrutement des enseignants lui revient. Et que la création d'écoles et de recrutements des enseignants qui se faisaient par les communautés ou les individus, ne sera plus d'actualité et seul le gouvernement est habilité à le faire. Aussi, au cours de cette réunion, il ressort que l'on assistera à un appui multiforme de l'enseignement confessionnel avec la prise en charge de 1045 enseignants par l'Etat, ainsi

que le recrutement d'enseignants volontaires. Pour ce qui est de la nouvelle plateforme qui a été déposée par les enseignants et qui comporte six essentiels points à savoir : la mise à disposition des syndicats de la copie du statut particulier des enseignants remis au PM ; l'ouverture des négociations sur la citation du taux correspondant aux primes et indemnités ; l'ouverture des négociations sur la fixation du taux correspondant aux primes et indemnités et de sa date d'effet ; l'intégration des indemnités forfaitaires de 20 milles francs CFA aux salaires de base des enseignants payés sur la subvention de l'Etat ; la révision du traitement des 1045 enseignants du confessionnel émargeant sur le budget additionnel de la subvention ; la rédaction et la signature d'un texte de convention de partenariat entre le gouvernement et l'enseignement confessionnel dans de meilleurs délais et enfin l'organisation d'un concours spécial à l'attention des enseignants volontaires du secteur public en vue de leur intégration dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement, le Premier Ministre a expliqué que la plateforme intègre des points déjà réglés ou tout au moins en voie de l'être.

Pour la suite, il a souligné qu'un nouveau cadre de discussion dont la composition sera précisée d'ici la semaine prochaine va être mise en place afin d'examiner globalement les besoins du secteur de l'enseignement pour qu'ils puissent ensemble mutualiser leurs énergies pour le développement du pays c'est-à-dire celui inclusif et partagé. Certes les défis persistent et pour arriver à les relever, le PM a invité l'ensemble des acteurs du monde éducatif à faire preuve d'objectivité et de conscience afin qu'ils puissent bâtir un véritable consensus pour garantir la sérénité et l'efficacité de leur système éducatif qui de loin est chargé de fournir des ressources compétentes au pays.

Kodjovi



Conducteurs de Taxi et de Taxi - moto, PAYEZ facilement l'IRTR à partir de votre mobile

***145*6*5*2#**

Saisissez le numéro d'immatriculation de l'engin
(Exemple : TG **** BG)

Vous recevez la notification d'imposition précisant le montant à payer

Confirmez le paiement

Saisissez votre code secret de compte TMoney pour valider la transaction

Vous recevez enfin un message de validation ou de l'invalidation de l'opération.



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Pour une sortie de crise au Togo :

Le peuple a enfin parlé

Le Togo, depuis quelques années est en crise. Opposition et majorité sont divisées autour de la question des réformes. L'entente entre les acteurs politiques a été et demeure difficile, créant ainsi une situation qui oblige la communauté internationale à appeler les deux camps à un dialogue inclusif. Ce vœu salutaire qui devrait permettre aux populations de se retrouver autour de la table de négociation est aussi confronté à d'énormes difficultés.

Certains voudraient que les questions devant permettre une sortie de crise soient traitées exclusivement par une partie de l'opposition, le groupe des 14, face à la majorité, visant ainsi à exclure d'autres en déphasage au souhait émis par les chefs d'Etat des pays frères ainsi que la communauté internationale, qui demandaient à tous les acteurs de la scène politique, de se retrouver ensemble. La situation se complique et les 14, tous les jours sont dans les rues au nom d'un certain peuple comme s'il n'y avait pas de Togolais derrière ceux qui, aujourd'hui ont la destinée du pays en main.

Samedi dernier, le peuple a décidé de briser le voile du silence pour dire sa vision. Ce peuple, celui de la majorité, le peuple du parti UNIR a dit sa part en vue de la résolution de la crise.

Puisque les politiciens ont refusé de s'entendre et de sortir le pays de la situation regrettable dans laquelle il se trouve, il est temps selon les militants et sympathisants du parti au pouvoir, de donner la chance aux peuples de trancher, ceci à travers un référendum, le projet de réformes introduit par le gouvernement, voté d'ailleurs au 2/3.

La constitution en vigueur au Togo veut que, lorsqu'un projet de loi est voté à l'assemblée nationale au 2/3, il faut recourir au peuple pour trancher par voie référendaire. Les militants ont marché également pour la paix et ont donné le bon exemple en respectant les itinéraires, faisant ainsi de leurs manifestations, des sorties réussies que l'opinion pourra juger à sa juste valeur.



Plusieurs milliers de militants UNIR de la région Maritime, ont convergé vers Tsévié.

Ils étaient des centaines de milliers dans les rues de certaines villes du pays samedi 13 Janvier dernier pour témoigner leur soutien à la politique de paix et de développement du chef de l'Etat et réclamer la tenue sans délai d'un référendum.

A Tsévié, à Atakpamé, à Sotouboua, à Kara, à Bassar, à Dapaong comme à Tchamba, c'est le même message qui a prévalu. Dans la ville de Tsévié, les militants ont parcouru certaines artères de la ville pour chuter au stade Docteur Kaolo où un message a été livré par le militant Adédzé, vice-président Unir de la région maritime. Sorties en grand nombre, c'est dans la ferveur que les populations scandaient des chants et dan-

ses en faveur de Faure Gnassingbé. " Vous venez une fois encore de démontrer que le parti Unir est le plus grand parti au Togo " a déclaré en substance, le Vice-président Unir de la région maritime.

A Tchamba, plus de 12 000 militants et sympathisants des préfectures de Tchaoudjo et Tchamba ont déferlé dans les rues de la localité. Ils ont scandé des slogans en faveur de la politique du président national du parti Faure Gnassingbé qu'ils portent dans leurs cœurs. Dans cette localité, la marche a démarré au niveau de la gare routière de la ville en passant par la station-service Total, la centrale culturelle pour chuter à l'école primaire publique centrale. Sur les différentes pancartes brandies

par les manifestants en liesse, on pouvait lire : " le référendum est la seule voie de sortie de crise ", " Faure, homme de paix, de dialogue et de développement ", " Unir Tchamba-Tchaoudjo dit oui au référendum "...

A l'école primaire publique centrale où la marche a chuté, le vice-président Unir de la région centrale le DG Atcha Dédji Affoh a adressé ses sincères remerciements aux militants pour leur engagement aux côtés du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé. Dans son discours de circonstance, le militant Atcha a fait remarquer que, la marche gigantesque de ce 13 janvier 2018 restera une date historique pour le grand parti UNIR dans la région centrale, puis dans



Plus de douze mille militants UNIR de Tchaoudjo-Tchamba ont marché à Tchamba.

l'opinion.

" A travers cette forte mobilisation que nous avons constatée aujourd'hui, nous sommes convaincus une fois de plus, que les vaillantes populations de Tchamba et de Tchaoudjo adhèrent à la politique de Faure Gnassingbé, président national de notre grand parti, Union pour la République " a-t-il ajouté.

Le porte-parole des militants et sympathisants du parti Unir région centrale le militant Ousmane Katafara quant à lui a interpellé, au nom de tous les militants, le Chef de l'Etat " à siffler la fin de la récréation

UNIR, demeurons convaincus que seul un dialogue sans préalable ni condition fallacieuse constituerait la voie du progrès et de sortie de crise. Nous invitons à cet effet toutes les parties prenantes à œuvrer dans ce sens " a-t-il conclu.

En ce qui concerne les premiers responsables du parti de la région centrale, ils ont demandé aux militants de rester mobilisés et de ne céder à aucune provocation.

Dans les autres villes du pays où la marche du parti au pouvoir s'est déroulée, c'est le même message qui a été lu. Les militants et sympathisants



NOUS INVITONS LE GOUVERNEMENT À DRESSER UN BILAN EXHAUSTIF DES DÉGÂTS OCCASIONNÉS LORS DES MANIFESTATIONS ET LA JUSTICE À FAIRE SON TRAVAIL AFIN QUE LES COUPABLE RÉPONDENT DE LEURS ACTES.

EXTRAIT DE LA DÉCLARATION DES MILITANTES ET MILITANTS DE UNIR CE 13 JANVIER 2018

" Les militants ont ainsi salué la sagesse et la sérénité avec lesquelles le président Faure Gnassingbé a fait " échec aux stratégies et plans machiavéliques des ennemis du progrès au Togo "

" Nous, militants du parti

du parti UNIR ont fait des déclarations à l'intention de l'opinion nationale et internationale. Ils réaffirment leur engagement total à soutenir les institutions de la République et les valeurs

A suivre page 7

L'opposition dos au mur :

De l'appel au départ d'un Président élu, à la course derrière un dialogue sous méditation étrangère

La politique, partout dans le monde, a ses réalités qui échappent à beaucoup d'acteurs qui la fréquentent. Au Togo, la marche engagée vers une démocratie réelle continue de faire son petit chemin, avec tout son corollaire de difficultés fait d'incompréhensions, de montages, de chantages mais aussi et surtout de mauvaise foi.

L'opposition qui dit s'engager à combattre le régime qui selon lui fait déjà 50 ans se confond et se fond dans un irréalisme total.

L'approche par elle amorcée pour faire instaurer l'alternance est confrontée à des visions bizarres qui exposent les principaux acteurs à une curiosité qui ne dit pas son nom. La lutte menée depuis par cette l'opposition traditionnelle qui finit par connaître des métamorphoses, prendra une allure peu orthodoxe avec la montée du PNP le 19 août 2017.



Jean-Pierre Fabre



Brigitte Adjamagbo-Johnson



Salifou Atchadam Tikpi

En lieu et place des réformes que réclamait Fabre, Chef de file de l'opposition et ses amis, Tikpi donnera le ton d'une autre vision, celle d'un retour à la constitution de 1992 et le vote de la diaspora ou le départ systématique de Faure Gnassingbé, un Président pourtant élu.

Le succès connu à la marche du 19 Aout, même si celle-ci a par endroit débordé, oblige les autres leaders à s'embarquer dans un navire dont ils n'ont pas la certitude de la

destination. Tous, même ceux qui se faisaient remarquer par leur caractère modéré se jetteront dans la barque dont le seul capitaine s'appelle désormais Tikpi Atchadam Salifou. L'adage dit que le mouton n'accouche jamais d'une chèvre. Ainsi donc tous les leaders se sont alignés derrière le PNP, oubliant leur vision propre à eux, de peur que les militants et sympathisants de leur rang auxquels ils ont appris que ceux d'entre eux qui tiendront des propos plus ou moins rai-

sonnables et apaisants, ne seraient que des vendus, des achetés. Sans aucune analyse, l'opposition désormais ne réclamera plus des réformes mais elle soutiendra comme le voudra Tikpi, le retour à la constitution de 1992, le vote de la diaspora ou à défaut, le départ de Faure Gnassingbé. L'astuce derrière laquelle elle croyait se cacher pour demander le retour à cette constitution qui est la rétroactivité s'est révélée non enseignée, ni soutenue par aucune école de

droit au plan mondial.

Les agitations ainsi engagées à cet effet, contraignent la communauté internationale, à appeler les togolais à un dialogue inclusif. Là aussi, l'opposition se confond, se perd dans ses stratégies et parle d'une rencontre pour discuter des conditions du départ du Président élu dont le mandat est encore en cours. Bloquée dans l'applicabilité de ce fourre-tout dans lequel elle s'est engagée, cette opposition qui réclamait le départ d'un Président en copie au modèle burkinabé se rend compte que les cartes ne se jouent pas de la sorte. Du coup, elle s'engage dans un entêtement fou en cherchant des méthodes non recommandables.

Aujourd'hui, dos au mur, elle vole de coq à l'âne ne sachant au juste à quoi s'accrocher. Entre le départ de Faure et finalement le dialogue sous médiation étrangère, le pas en réalité est très grand. Le peuple lui, n'est pas dupe. Il sait observer et lire entre les lignes. La communauté internationale non plus ne se laissera pas distraire par ces inconstances qui frisent la plaisanterie.

En politique, il faut être dans la constance et non dans la navigation. Ceux qui ne savent pas où placer leur vision se leurrent et se décrédibilisent devant ce peuple qui observe et sait de quel côté se trouve le réalisme.

El Hadj Tchagnao

Le peuple exige enfin un référendum pour départager les politiques :

L'impréparation et la peur obligent les adeptes des rues à tenter de refouler ce principe pourtant démocratique

Au moment où les militants et sympathisants du parti UNIR faisaient une démonstration de force dans certaines villes de l'intérieur du pays, la coalition des 14 a appelé une fois encore à une mobilisation dans la capitale ce samedi 13 Janvier 2018. Les militants de l'opposition ont encore battu le pavé pour chuter à la plage où un meeting s'est tenu.



Des leaders de l'opposition adeptes de la politique de la rue.

Devant leurs militants, les leaders ont abordé plusieurs sujets en l'occurrence les activités de la CENI et les manifestations du parti au pouvoir.

Comme on pouvait s'y attendre, Jean-Pierre Fabre en prenant la parole, accuse le pouvoir pour la simple raison que les militants du parti UNIR sont dans les rues pour réclamer la tenue du référendum.

Face à cette vision sur le référendum, il faut remarquer que le référendum, bien que le dialogue soit censé se tenir, est reconnu par la loi fondamentale en absence du quorum des 4/5 sur un projet de loi à l'assemblée nationale. Les militants de UNIR, en légalistes se fon-

dent sur la constitution eu égard aux marches répétitives de l'opposition qui bloquent les activités économiques du pays et qui sapent les efforts de développement consentis par le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé pour demander la décrispation de la crise par le référendum.

Jean-Pierre Fabre, sur fond de menace à l'endroit du pouvoir se trompe de combat lorsqu'il affirme : " Nous voulons les dégager et ils ne veulent pas, c'est une attitude normale. On verra s'ils vont organiser leur référendum. Nous ferons en

sorte qu'il n'y ait pas référendum ". Ces propos d'un leader de l'opposition qui plus est Chef de file de cette obéissance politique prouvent à suffisance que le camp d'en face au pouvoir, foule aux pieds les règles élémentaires de la démocratie qui appellent au respect de la constitution.

Face à cette déclaration de va-t-en guerre venant d'un leader qui aspire à devenir Président de la République, l'immense majorité des Togolais se demandent légitimement si Fabre, en tant que député reconnaît qu'en cas de blocage

d'un texte au parlement, seul le peuple peut trancher ?

Les dispositions de la loi fondamentale sont claires sur la tenue du référendum qu'il convient de rappeler pour rafraîchir la mémoire de ceux qui prétendent gouverner par la rue au nom d'un certain peuple. Lorsqu'en septembre 2017 le Chef de l'Etat a fait introduire un avant-projet de loi à l'Assemblée Nationale prenant en compte la limitation des mandats présidentiels et le mode de scrutin uninominal à deux tours, il fallait recueillir les 4/5 du vote.

A contrario, l'opposition a refusé obstinément de voter donnant lieu à un vote à 2/3 insuffisant pour avaliser la loi. Dans ce cas d'espèce, la loi prévoit le recours au peuple pour trancher à travers une consultation référendaire.

Aujourd'hui, la déclaration de Fabre de connivence avec tous ses congénères de la coalition laisse croire que l'opposition, a d'autres idées derrière la tête, celles d'insister sur le

A suivre page 7

Nouvelle OPINION
 Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
 Récepissé n°0149/14/03/01/HAAC
 Siège: Adidoadin, PAvée prolongé, 2ème carré après Pharmacie Le Galien
Directeur de Publication:
 El Hadj TCHAGNAO Arimiyao
 Cel:91 36 37 55
 jeantchagnao@yahoo.fr
Secrétariat de la Rédaction:
 Agbékponou Junior
Rédacteurs :
 Tchagnao
 El Hadj Arimiyao
 Agbékponou Junior
 Ramzad
 Maroïne Tchagnao
 Dalikou Lynda A.
Imprimerie:
 IMPRIMERIE RAD GRAPHIC Sarl U.
Tirage :
 2.000 exemplaires

Première " Rencontre Unies " :

Un concept nouveau du MJU pour se familiariser avec les Jeunes de tout bord

A la sortie médiatique du Mouvement des Jeunes pour Unir, il a été annoncé qu'il tiendra sa première séance des rencontres unies initiées par ledit mouvement. Effectivement cette rencontre a eu lieu en présence d'un parterre de jeunes venus de différents secteurs d'activités. Tenu le 11 janvier dans les locaux du relais de la caisse, cette rencontre a permis aux jeunes militants et sympathisants du parti Union pour la République (UNIR) d'échanger et de discuter avec les membres du bureau national.

" Rencontres unies " est un nouveau concept du bureau national pour créer un cadre d'échange " informel " entre la jeunesse togolaise et les différents membres du MJU. C'est l'une des occasions où la jeunesse est arrivée à faire des suggestions et observations et



Malick Natchaba (au micro) entouré des membres du bureau du MJU.

s'est aussi appesantie sur certaines préoccupations de l'heure afin qu'ils puissent ensemble avec le MJU trouver dans les jours à venir des solutions rapides aux problèmes auxquels cette jeunesse est confronté.

Pour Kanka-Malik Natchaba, Délégué National, le Mouvement vise non seulement à travers cette rencontre,

à écouter les propositions des jeunes et noter leurs initiatives ainsi que leurs préoccupations. C'est une rencontre qui selon lui, traduit la mission qui leur a été assignée. Une mission qui consiste entre autres à se mettre au service des jeunes et à faire émerger leurs propositions.

Il a précisé également que si aujourd'hui ces genres de



Une vue de la jeunesse.

rencontres se tiennent, c'est par rapport au souhait de Faure Gnassingbé Président National du parti qui fait de la jeunesse togolaise sa première préoccupation.

Notons que ces " rencontres unies " se tiendront une fois dans le mois et vont s'étendre à d'autres localités du pays où tous les jeunes de tous les bords pourront s'exprimer

librement.

Rappelons que le Mouvement des Jeunes Unir est une instance du parti Union pour la République (UNIR) consacré exclusivement à la jeunesse. Il a été porté sur les fonts baptismaux le 08 décembre 2017 aux termes d'un congrès statutaire tenu à Dapaong.

Agbé

Le parti de Djimon Oré part en lambeaux :

Le FPD ou la triste fin d'une aventure politique

Au Togo, tout le monde, pour la petite ambition ou le moindre désagrément, créé sa propre formation politique pour peu qu'on a la possibilité de remplir les formalités administratives. Plus 112 partis politiques dans un pays qui compte environ trois millions d'électeurs. Ces partis politiques naissent au fil des ans et meurent dans le silence sauf que personne ne les déclare officiellement morts. En réalité tous ces partis, qui, quelques années après leur naissance, ne font plus jamais signe de vie doivent être considérés comme morts. Il y a plusieurs dizaines qu'on ne voit ni aux législatives, ni aux présidentielles et durant toute l'année, ils n'exercent aucune activité politique. Leur seule existence ne se retrouve que dans les archives administratives.

Le Front des Patriotes pour la Démocratie (FPD) de Djimon Oré fait partie de l'un de ces partis politiques créés sous le simple effet d'humeur.

En effet, après avoir perdu son poste à la tête du ministère de la communication, Djimon Oré qui doit



Djimon Oré, président du FPD

tout à son maître Gilchrist Olympyo va déverser toute sa colère sur ce dernier l'accusant de vouloir intégrer de force l'UFC à UNIR. Et pourtant, Djimon Oré était resté fidèle à Gilchrist Olympyo depuis le 26 mai 2010, date de l'accord RPT/UFC jusqu'au jour où il sera exclu de son parti(UFC) à cause de ses écarts de langage à l'endroit de son maître et de sa formation politique. L'ancien professeur d'histoire et géographie dans un collège privé d'Agoè digère mal qu'il ne soit pas reconduit dans le gouvernement d'alors. Huit mois après son départ de force de l'UFC, Djimon Oré traduit sa colè-

re dans la création, en mai 2014, d'un parti politique propre à lui, le FPD.

L'ancien ministre de la communication devenu président d'un nouveau parti politique s'attaque à tous les acteurs politiques sans exception. Le pouvoir en place aussi bien que l'opposition dans son ensemble, sauf le FPD, sont à combattre. Djimon Oré pense avoir le seul secret pour sortir le Togo de l'ornière. Il ne croit ni aux élections, ni au dialogue. Il ne souhaite non plus une solution militaire. Pour lui, la seule solution reste une transition politique qui doit déboucher sur une nouvelle constitution de la 5ème République, alors

qu'il n'est pas le tout premier ni le seul à proposer cette voie. Mais la plus curieuse des questions à poser à Djimon Oré est de savoir comment y parvenir sans dialogue.

Aujourd'hui, en moins de quatre ans après sa naissance, voilà son parti FPD qui vole en éclats. Tous les collaborateurs quittent la barque et s'orientent vers d'autres horizons. Le diktat du maître Oré devient insupportable par les membres du parti et les plus proches collaborateurs.

Djimon Oré veut être le président à tout faire, le seul qui sait tout, qui parle au nom de tous. Il ne veut aucune proposition contraire à sa volonté et gère le parti comme une propriété personnelle. Du vice-président jusqu'aux membres du comité directeur, tout s'explode.

Que reste-t-il à faire? Djimon Oré peut-il compter sur sa seule personne pour conserver son siège à l'assemblée nationale aux prochaines législatives qui s'annoncent? Va-t-il reconstituer le parti avant les prochaines échéances électorales?

Que peut-il faire aujourd'hui tout seul quand on sait que c'est sous le manteau de l'UFC qu'il a été élu député dans son fief à l'Est-Mono?

L'avenir reste certainement sombre pour l'ancien disciple de Gilchrist Olympyo.

Apo

JeuKDO MONEY

A compter du **30 Novembre** vos transactions **TMoney** vous rapportent des **points!**

COMPOSEZ ***145#** ET FAITES VOS TRANSACTIONS

Cinquième tirage du Jeu Kdo Tmoney :

Des ordinateurs portables, des dotations Tmoney, des forfaits de communication et motos enlevés par les abonnés

A quelques semaines de la fin du Jeu Kdo Tmoney, Togo cellulaire continue de faire des heureux gagnants. Un constat qui a été fait lors du cinquième tirage qui s'est déroulé le vendredi 12 janvier dernier à la nouvelle direction de la distribution situé au carrefour Donou à Djidjilé. A l'issue de ce cinquième tirage, d'importants lots comme des ordinateurs portables, des dotations Tmoney, des forfaits de communication ainsi que des motos ont été remis aux gagnants du quatrième tirage.

L'objectif de ce jeu qui, de jour en jour fait des adeptes, est de récompenser la clientèle de Togo cellulaire, pour sa fidélité et l'adoption du service Tmoney qui est un moyen de paiement. C'est aussi un moyen de vulgariser les usages de ce service. L'intérêt aujourd'hui est qu'il



Photo de famille

facilite la vie à tous les abonnés brefs à tout le monde. Si le jeu Kdo Tmoney a été lancé c'est pour amener chacun à faire des transactions via son compte pour payer des services comme le réabonnement canal +, la facture de la CEET, de la TDE ainsi que les dépôts et transferts d'argent et aussi l'achat de crédit Togocel.

cours de la cérémonie du cinquième tirage, les abonnés présents, ont eu la chan-

ce de découvrir l'effectivité, la transparence, voire la réalité de ce jeu. Ce qui d'ailleurs a été authentifié par Me Doris KPOGNON, huissier de justice commis pour la vérification du cadre légal et du bon fonctionnement du dispositif électronique de tirage et d'affichage des numéros gagnants. Très heureuse de gagner une moto à travers le jeu Kdo Tmoney, Gogo Majoie a tout d'abord remercié le Directeur



L'heureuse gagnante de la moto

Général et toute son équipe d'avoir mis à leur disposition ce jeu.

Un jeu qui lui a permis d'enlever une nouvelle moto

A suivre page 7

Journées portes ouvertes au ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Hydraulique :

Démarrage des activités ce matin

Le Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de l'hydraulique (MAEH) ouvre ses portes au grand public du 15 au 18 janvier prochain à Lomé. Il s'agit pour le gouvernement à travers cette initiative de mettre en lumière ses actions, programmes et investissements pour la promotion et le développement du secteur agricole togolais.

Les projets tels le PASA, PNPER, PPAAO, ou encore les Agropoles, seront expliqués au grand public. Les acteurs du secteur, les paysans, auront également un espace d'exposition pour leurs produits "made in Togo".

Le Gouvernement a fait de l'agriculture un des principaux piliers de sa politique de

Recrutement du personnel par l'ANPE à la CENI : Tout se précise déjà pour le compte du processus électoral de 2018

Le 10 janvier dernier s'est tenu à la Présidence de la République le premier conseil de l'année 2018 sous l'œil avisé du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé. A l'issue de ce conseil, il a été adopté un décret fixant le nombre des commissions électorales locales indépendantes (CELI) et leurs ressorts territoriaux. Un décret qui balise la voie aux consultations référendaires et électorales, prévues pour l'année 2018.



Le siège de la CENI à Lomé.

L'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) dans la foulée a profité de ce conseil pour lancer des recrutements pour le compte de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) aux titres des emplois temporaires. Ce recrutement de personnel permettra à la CENI de bien accomplir une partie de sa mission. Après étude de dossier, seront retenus dans le compte de ses consultations référendaire et électorales, prévues pour l'année 2018, 50 administrateurs de base de données, 10 développeurs d'applications, 2 administra-

teurs de réseaux locaux d'entreprise, 170 formateurs, 85 logisticiens, 45 assistants comptables, 70 techniciens-maintenanciers et 4600 opérateurs de saisie.

Pour être éligible à ce recrutement qu'organise l'ANPE, les postulants doivent être de nationalité togolaise. Le dossier de candidature comprend : une lettre de motivation adressée au DG de l'ANPE avec la mention "conditions du poste lues et approuvées" avant la signature, la copie des documents d'identité et celle, légalisée,

des attestations de formations ou de diplôme. Signalons que la date limite de dépôt des dossiers est fixée au samedi 20 janvier prochain. Les conditions afférentes à ce recrutement de masse peuvent être consultées sur le site internet de l'ANPE. Pour plus d'éclaircissement les postulants peuvent se diriger à l'adresse suivante : <https://www.anpetogo.org/index.php/component/content/article/90-offres-d-emplois/1661-4-600-operateurs-de-saisie-ops-h-f>

Junior



Une ferme agricole

Cette manifestation se tiendra sous le thème : " Le ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'hydraulique : nos chantiers ". Seront donc à l'honneur pendant ces quatre jours, les différents départements et démembrements du ministère à l'instar de l'Agence Nationale pour la Sécurité Alimentaire au Togo (ANSAT) ; l'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT), l'Office national des Abattoirs et Frigorifiques (ONAF) et l'Institut de Recherches Agronomiques Tropicales (IRAT).

développement. Avec l'aide de ses partenaires, un Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN) pour la période (2017-2026) a été élaboré et 75 milliards de FCFA y sera injecté par an.

L'agriculture emploie plus de 90 % des ménages ruraux avec près de 54% de la population active. Elle contribue à hauteur de 43% au PIB national.

Source : www.republiquetogolaise.com

Pour une sortie de crise au Togo :

Le peuple a enfin parlé

Suite de la page 3



NOUS MARTELONS NOTRE FERME OPPOSITION AUX MARCHES VISANT LA RUINE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET LA FAILLITE DE NOS BRAVES COMMERÇANTES ET COMMERÇANTS. IL N'EST PLUS ADMISSIBLE QUE LES UNS CONTINUENT DE PERTURBER LA VIE SOCIALE ET LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DU PAYS

EXTRAIT DE LA DÉCLARATION DES MILITANTES ET MILITANTS DE UNIR CE 13 JANVIER 2018



Le peuple exige enfin un référendum pour départager les politiques : L'impréparation, la peur obligent les adeptes des rues à tenter de refouler ce principe pourtant démocratique

Suite de la page 4

départ du Chef de l'Etat par la rue. Or, il est de notoriété de reconnaître que, la captation du pouvoir par la rue a échoué depuis le premier jour. Ce qui reste à explorer, c'est les voies légales telles que le référendum reconnu par la loi, le dialogue pour rechercher le compromis et éventuellement les urnes.

En faisant des déclarations tonitruantes aux relents d'avertissement, tout porte à croire que la coalition n'est pas légaliste et objective. D'ailleurs, les observateurs avisés se demandent de quel droit Fabre s'arroge-t-il en affirmant être prêt pour empêcher le gouvernement d'organiser le référendum ? A l'heure où l'opinion nationale et internationale a compris qu'il faut privilégier les voies du dialogue, de la concertation et du référendum pour résoudre la crise au Togo, il est curieux de constater que des leaders à la trempe de Fabre tiennent encore des propos aux antipodes de la paix pour inciter la population à la révolte. Le peu-

ple n'est pas dupe et sait lire entre les lignes.

Le Togo a choisi la démocratie et en toute circonstance, il faut appliquer les règles de la démocratie pour évoluer dans le sens de l'aiguille d'une montre. Les actes de vandalisme, de violence et des campagnes d'intoxications ourdis par les leaders de l'opposition, pour jeter le feu aux poudres ne porteront point. Il est donc souhaitable pour l'opposition de faire amende honorable en acceptant les règles qui régissent la République que de s'évertuer à mettre sous éteignoir le référendum, reconnu par les textes dans toute démocratie.

Au demeurant, il faut comprendre que l'attitude de Fabre et ses amis se résume au fait que depuis des mois, ils ont abandonné le terrain au profit de la rue, oubliant qu'après tout, seules les urnes permettent aux politiciens d'être soit député, ou Président d'une République. Enfin, toute fin de récréation a toujours effrayé.

Nouvelle Opinion

citoyennes qui fondent toute démocratie. A travers ces marches, UNIR a reconnu le nouvel élan insufflé par le Président Faure Gnassingbé par la mise en œuvre de son programme de développement économique, politique et social. Pour ce qui est des manifestations politiques entachées de violences, les militants et sympathisants du parti au pouvoir invitent " le gouvernement à

dresser un bilan exhaustif des dégâts occasionnés " et demandent instamment à " la justice de faire son travail afin que les coupables répondent de leurs actes ".

Très attachés aux idéaux démocratiques, les militants ont rappelé que " conformément à notre loi fondamentale, c'est maintenant au peuple togolais tout entier, détenteur de la souveraineté nationale,

qu'il appartient de se prononcer " faisant référence au référendum pour résorber la crise sociopolitique qui secoue le Togo, depuis 5 mois.

Retenons que dans toutes les villes où elles ont eu lieu, c'est dans une ambiance festive et conviviale que toutes ces manifestations du parti UNIR se sont déroulées

Tchagnao

Cinquième tirage du Jeu Kdo Tmoney :

Des ordinateurs portables, des dotations Tmoney, des forfaits de communication et motos enlevés par les abonnés

Suite de la page 6

qui lui facilitera désormais les déplacements et lui permettra de faire des économies. Pour en arriver à cette moto, Gogo Majoie n'a cessé de cumuler des points via des transactions Tmoney (dépôts, retraits, achats de crédit, de forfait, paiement de facture CEET, achat de Cash power, abonnement Canal+...).

Pour Ago Baza Bawbady l'objectif est atteint car l'engouement

noté autour de ce service a fait que les transactions ont quintuplé et qu'avec plus d'un million d'abonnés qui l'ont déjà adopté, il pense que l'écho des usages se fera ressentir dans les jours à venir au niveau du public. Aujourd'hui au niveau de Togocel, ils ont plus de 3 millions d'abonnés et que leur souhait est qu'ils adoptent le service Tmoney pour payer tous les services marchands existants au Togo. Pour les arnaqueurs il a

relevé que les clients sont déjà avertis car eux-mêmes, ils ont eu à constater que leur plateforme est totalement sécurisée et qu'il y a des numéros précis qui envoient des messages aux gagnants. C'est le lieu pour lui de lancer un appel aux autres de tenter encore leur chance pour les derniers instants du jeu qui reste car de nombreux cadeau les attendent en ces débuts d'année 2018.

Elom

Album photos de la marche UNIR du 13 janvier dans plusieurs villes du pays



A Tsévié



A Atakpamé



A Sotouboua



A Tchamba



A Kara



A Dapaong



NOUS INVITONS LE GOUVERNEMENT À DRESSER UN BILAN EXHAUSTIF DES DÉGÂTS OCCASIONNÉS LORS DES MANIFESTATIONS ET LA JUSTICE À FAIRE SON TRAVAIL AFIN QUE LES COUPABLE RÉPONDENT DE LEURS ACTES.

EXTRAIT DE LA DÉCLARATION DES MILITANTES ET MILITANTS DE UNIR CE 13 JANVIER 2018



NOUS MARTELONS NOTRE FERME OPPOSITION AUX MARCHES VISANT LA RUINE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET LA FAILLITE DE NOS BRAVES COMMERCANTES ET COMMERCANTS. IL N'EST PLUS ADMISSIBLE QUE LES UNS CONTINUENT DE PERTURBER LA VIE SOCIALE ET LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DU PAYS

EXTRAIT DE LA DÉCLARATION DES MILITANTES ET MILITANTS DE UNIR CE 13 JANVIER 2018